

Édito

Dans le monde du développement, on constate nombre de structures qui connaissent peu de succès ou échouent carrément dans l'exécution de leurs projets et/ou programmes de lutte contre la pauvreté. Cela malgré les gros moyens matériels et financiers mis souvent à leur disposition afin d'atteindre les objectifs et résultats escomptés.

Paradoxalement, ces moyens ne servent presque à rien faute d'indicateurs clairs, nets et précis dans leur tableau de bord.

Les indicateurs forment un ensemble de stratégies bien élaborées qui déterminent « une politique majeure au milieu des forces qui définissent le cadre concurrentiel du secteur concerné et tiennent compte des réalités de l'environnement » Bonne lecture !

Moustapha Guèye
Coordonateur Général
AQUADEV West Africa

[AD PLAN]

Aide à la décision et indicateurs de lutte contre la pauvreté

Le système d'aide à la décision est un des éléments du système d'information de gestion. Il met en relation les objectifs en matière de lutte contre la pauvreté et de développement social aux politiques macroéconomiques, structurelles et sociales d'un pays. De ce fait, l'obligation de résultat suppose et impose d'avoir des indicateurs pour mesurer le degré de réalisation de ces objectifs et l'impact de ces politiques. Pour être efficace, le système d'aide à la décision doit se composer d'un programme, d'une ou plusieurs bases de données internes et/ou externes et des connaissances avérées. L'importance d'un système d'aide à la décision s'explique par la déficience de services de documentation et d'information rendant ainsi difficile l'accès aux nombreuses études, enquêtes et recherches. Ceci déteint sur la compréhension des situations de pau-

vreté et de leur évolution, des relations sociales et des dynamiques politiques et économiques voire la connaissance même des programmes de développement. Les techniques de diagnostic, de suivi et d'évaluation sont aussi des éléments importants dans un système d'aide à la décision. Elles peuvent aider à améliorer des performances.



En dernière analyse, des observatoires doivent exister pour prendre en charge l'organisation de systèmes d'observation et d'évaluation capables à la fois de collecter des données, de mesurer des indicateurs, d'analyser des résultats et d'organiser leur communication. Cela garantirait sûrement la réussite d'un programme de lutte contre la pauvreté quels que soient ses domaines d'intervention, sa zone de couverture et sa durée.

La rédaction d'AdNews.

SOMMAIRE

Éditorial

AD Plan

- Aide à la décision et indicateurs de lutte contre la pauvreté 1
- Présentation du Projet d'Aide à la Décision 1-2

AD Finance

- Microfinance-SIDA 3
- Atelier de la Plate forme des ONG Européennes au Sénégal sur la microfinance 3

AD Environnement

- Le Sénégal lutte contre la destruction de la couche d'ozone 3

Rencontre Nord-Sud

- La Wallonie-Bruxelles et le Sénégal : pour une coopération bilatérale fructueuse 3

Vie interne d'AQUADEV

- Le chemin du bonheur durant 2006 3

BREVES

4

[AD PLAN]

Présentation du Projet d'aide à la décision (PAD) à Zinder

Le Projet « Aide à la Décision » est un projet novateur qui allie la recherche et le développement, en réunissant une dizaine de partenaires de divers horizons : instituts de recherche (Icrisat, Aghrymet, UCL, CRESA, Acmad, Ibran, Iiri), Ong - projets de développement (AQUADEV, FAO-Intrants) et organisations paysannes (Mooriben). Ce projet est financé par la Direction Générale de la Coopération au Développement (DGCD) Belge pour 5 ans.

Objectif visé

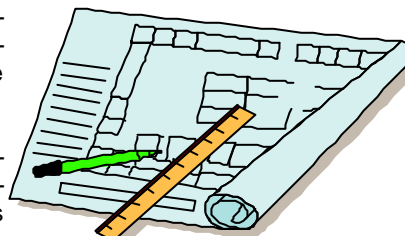
Le projet a pour principal objectif d'améliorer les conditions de vie des producteurs en augmentant leur revenu et en diminuant leur dépendance aux aléas climatiques à travers la mise en place d'outils d'aide à la décision.

Zone d'intervention

La zone d'intervention couvre 3 sites à travers le Niger dans lesquels sont développés des outils opérationnels. Ces sites se distinguent les uns des autres par des contrastes climatiques, démographiques et d'accès aux marchés. Ces sites sont : Fakara dans le départe-

ment de Tillabéry (ouest du Niger), Gabi à Maradi (centre-sud) et le centre du département de Mirriah à Zinder (est du pays), où AQUADEV intervient déjà à travers les programmes de sécurité alimentaire Niger VI et Niger X. Par conséquent, AQUADEV a été retenue comme responsable des activités se déroulant sur le site de Zinder.

Activités



Les activités ont démarré par une caractérisation des systèmes de production aux niveaux biophysique et socio-économique.

La caractérisation biophysique (occupation des sols, pluviométrie, etc...) est menée à l'aide de photo satellites et aériennes et la mise en place de stations météo automatiques. La caractérisation socio-économique s'est faite à l'aide de l'approche participative (expertise d'AQUADEV pour les MARP) afin de déterminer les modes de gestion des exploitations.

• Une seconde étape consiste en la modélisation des productions végétales et

(Suite page 2)

(Suite de la page 1)

animales et des ressources pastorales. Ces modèles seront ensuite intégrés aux modèles biophysiques et socio-économiques et de production.

- Une troisième activité concerne la recherche dans la gestion du risque climatique. Cela consiste à tenter de déterminer comment les prévisions saisonnières peuvent aider les producteurs.
- Un module *recherche participative en milieu paysan* est également mis en oeuvre (essais et démonstrations).
- Enfin, l'utilisation de nouveaux outils d'aide à la décision et de méthodes sont développés afin de renforcer les capacités des producteurs ainsi que les outils de communication telles que les radios rurales installées sur chaque site, la mise en place de systèmes d'informations paysans,

Résultats attendus

Les résultats visés sont :

- o Une meilleure compréhension des agro-écosystèmes sahéliens, leur dynamique à court et long terme (à travers la modélisation des systèmes de production, les prévisions climatiques, les fluctuations des marchés, etc...)

- o Le développement d'outils d'aide à la décision avec une certaine volonté de transformer les modèles et outils académiques pour les producteurs (ex : prix des intrants, prix des céréales sur le marché, structure des ménages, ...). En effet, les infos dont disposent les producteurs sont souvent insuffisantes pour leur permettre de prendre une décision avec tous les éléments en main. Le principe étant d'aider le paysan à choisir les technologies les mieux appropriées à son milieu.

- o L'appropriation de nouvelles technologies par les producteurs.

- o Le renforcement des capacités des organisations paysannes (accès aux informations et aide à la décision) à travers le développement d'outils de communication, notamment la mise en place de radios rurales.

L'intégration des groupements paysans parmi les partenaires directs et les services techniques comme partenaire d'action sont les éléments clés pour assurer la pérennité de ces interventions.

Virginie DERRIEN

Cellule Outils PN6 - Damagaram
Responsable PAD - Zinder
AQUADEV-Niger

[ADFINANCE]

La relation Microfinance-SIDA



Le fait que les Nations-Unies consacrent l'année 2005 à la microfinance atteste l'importance de ce secteur dans la lutte contre la pauvreté dans le monde. La microfinance peut en effet être un moyen sûr d'aider les personnes victimes du SIDA. Le SIDA a une influence négative sur la situation socio-économique des ménages et des individus touchés : perte de force de travail,

augmentation des dépenses de santé au détriment de l'épargne et des activités génératrices de revenus. La pauvreté et les inégalités sont un terreau fertile pour la croissance et la dissémination de l'épidémie.

En partenariat avec le BIT et l'ONG Initiative Privée Communautaire au Burkina Faso, AQUADEV et ADFinance ont lancé en 2003 un projet pilote de microfinance. L'objectif du projet était de mettre en place un réseau de mutuelles de santé apportant un soutien communautaire aux populations pour aider des personnes séropositives ou non ayant à leur

charge des victimes de la maladie. Cette expérience a permis d'appréhender les questions sociales. On aura constaté ainsi des victimes entrées dans un cycle infernal parce que trop exposées aux conséquences de la pandémie : maladies connexes, décès, manque de moyens pour contenir



les dépenses. Pour contourner le silence autour de la maladie, il faudrait que dans la définition de sa politique de crédit, l'IMF prenne en compte les effets de stigmatisation et d'image. Pour ce faire, l'IMF pourrait créer un produit spécial SIDA qui permettrait d'identifier les malades dans leur communauté et mettre en place une assurance-SIDA de 1% sur chaque crédit octroyé à une victime. Des formations sur les caractéristiques et impacts du SIDA devraient être dispensées dans les IMF comme dans les organisations nationales ou internationales d'appui. Des réflexions profondes sont à mener pour ne pas mettre en péril la santé financière des IMF. Il faut également penser à améliorer la situation des victimes en leur octroyant des avantages : (chèques santé, étalement du décaissement du crédit, préfinancement des cotisations d'adhésion aux mutuelles de santé à taux préférentiel, élargissement de la couverture d'un fonds de garantie, perception d'une cotisation de solidarité sur chaque crédit, développement de produits spécifiques, méthodologie de crédit, éducation/sensibilisation, partenariat avec des organisations médicales, ... Les bailleurs de fonds intéressés par le secteur de la santé doivent faire davantage preuve d'imagination et de volontarisme pour soutenir les victimes du SIDA membres d'IMF.

Félix Vanderstricht
Cellule Outils et Stratégie
AQUADEV - Bruxelles

[ADFINANCE]

Atelier de la Plate-forme des ONG Européennes au Sénégal sur la Microfinance



La Plate-forme des ONG Européennes au Sénégal vient d'organiser son atelier thématique annuel. L'atelier s'est déroulé les 16 et 17 novembre 2005 dans les locaux de l'ONG AQUADEV West-Africa. En cette année internationale de la Microfinance, le thème choisi était :

« le secteur de la microfinance, ses tendances d'évolution actuelles, notamment la mise en réseau, le rôle des ONG, l'impact par rapport aux groupes cibles ». En plus des représentants des ONG membres de la Plate-forme, plusieurs structures impliquées dans la microfinance au Sénégal ont été invitées. Le Ministère de la Femme, de la Famille et du Développement Social était également représenté. Des exposés enrichissants ont été déroulés. Parmi ceux-ci, on notait celui du Directeur de la Microfinance au Sénégal et de la Cellule AT/CPEC qui ont éclairé les participants respectivement sur la politique gouvernementale et le cadre juridique en termes de microfinance au Sénégal. Après un état des lieux établi par la modératrice et représentante de l'ONG GRET, le directeur de CAURIE s'est étendu sur ce projet mené conjointement par la Caritas et Catholic Relief Services. Mansa OUALY, Coordinateur National Microfinance à AQUADEV, a décrit l'attitude des ONG face aux tendances

(Suite page 3)

(Suite de la page 2)

actuelles d'évolution de la microfinance, avant de s'appesantir sur l'expérience d'AQUADEV dans le domaine. Toujours au sujet de l'expérience des ONG en la matière, les coordinatrices des ONG italiennes ACRA et CISV sont intervenues. La coordinatrice et le responsable microfinance de la CISV, ont aussi évoqué le partenariat qu'ils ont établi avec l'ONG AQUADEV sur un projet de constitution d'une union financière mutualiste à Louga pour la lutte contre la pauvreté par le développement rural. Ce thème développé a suscité un fort intérêt surtout pour les acteurs de la microfinance qui sont régulièrement confrontés à des obstacles qui ont pour nom diminution des financements, législation peu adaptée, ... Réalistes et pertinents, les exposés étaient ponctués de débats aussi fructueux que passionnés. Cette rencontre a été fort appréciée par l'ensemble des participants qui ont eu l'occasion de partager leur vécu, d'échanger sur des possibilités d'amélioration notamment, une meilleure implication des ONG et réseaux d'ONG dans les processus de prise de décision diligentés par les Ministères. Pour en savoir plus :

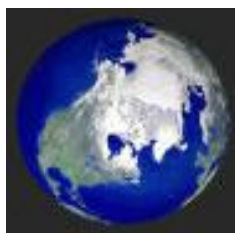
Site : www.au-senegal.com/plateforme-ong

E-mail : pfong-ue@au-senegal.com

Monique Diara
Assistante de Coordination
AQUADEV West Africa
Déléguée au Secrétariat de la Plate-forme

[ENVIRONNEMENT]

Le Sénégal contre la destruction de la couche d'ozone



Le 15 décembre dernier, s'ouvraient à Dakar la 7ème Conférence des Parties à la Convention de Vienne pour la Protection de la Couche d'Ozone et la 17ème Réunion des Parties au Protocole de Montréal sur les Substances qui appauvrissent la Couche d'Ozone.

Le Sénégal, à travers son programme ozone qui coordonne un ensemble d'activités pour éliminer les substances qui appauvrissent la couche d'ozone, présentait un bilan sur le résultat des actions menées dans ce cadre. C'était devant Monsieur Macky Sall, Premier Ministre du Sénégal qui présidait ces rencontres.

Ce dernier a réitéré l'engagement du Sénégal dans la protection de la couche d'ozone et invité « la Communauté internationale à travers les protocoles de Montréal et de Kyoto à redoubler de vigilance pour des décisions ayant un impact positif sur ces deux protocoles et à contribuer au changement de mode de production et de consommation et de revoir les autres comportements et attitudes ».

Par rapport au cadre de financement qui doit accompagner le combat pour la protection de l'ozone, Macky Sall a souligné l'existence de deux priorités.

- La première priorité concerne le « fonds d'assistance technique et financière aux pays en développement dans le domaine de la recherche, du suivi et de la prévision sur l'ozone, les rayons ultra-violet et leurs impacts ».
- La seconde priorité est relative au « renouvellement et renforcement du fonds multilatéral pour la période 2006-2008, à hauteur requise pour permettre aux parties visées de respecter leur calendrier d'élimination des substances appauvrissant l'ozone ».

Rappel : En 2003, le Sénégal a reçu la distinction du meilleur Bureau Ozone dans le cadre de l'application des recommandations des protocoles de Vienne et de Montréal en matière d'élimination des Substances appauvrissant la couche d'ozone (Sao).

Sources : Journal Le Quotidien
Résumé de Mandiaye Dieng

[RELATIONS NORD-SUD]

La Wallonie-Bruxelles et le Sénégal : pour une coopération bilatérale fructueuse



Le 16 novembre dernier, une délégation d'hommes d'affaires belges séjournait au Sénégal dans le cadre de la coopération bilatérale. Lors de ce séjour, il a été mis en place un programme d'échanges économiques entre la Wallonie-Bruxelles et le Sénégal. Devant les représentants de l'Agence wallonne de l'exportation et des investissements, **Pierre Hazette**, Délégué de la Communauté française et de la Région wallonne à Dakar se dit convaincu du succès de la coopération avec le Sénégal d'au-

tant que Sénégalais et Wallons ont toujours collaboré sur les plans économique et culturel.

Le Sénégal disposant d'infrastructures adéquates (ports, aéroports, ...), la Wallonie pourrait apporter son appui technique dans le domaine de l'assainissement, fournir l'électricité, les câbles et mettre à disposition ses experts en agroalimentaire. S'y ajoute un centre de formation professionnelle aux métiers de la maintenance industrielle ouvert aux Sénégalais.

Le délégué Wallonie-Bruxelles souhaite par ailleurs que les formalités administratives soient moins pesantes et longues. Ces conditions satisfaites, la destination Sénégal sera plus que jamais prisée déjà que l'effectif des Belges a doublé. Il incombera alors à l'APIX, Agence chargée des grands travaux de l'État sénégalais de faire des efforts pour davantage attirer les investisseurs.

Mandiaye Dieng

[VIE INTERNE D'AQUADEV]

Chemin du bonheur pour tous durant 2006

Chers Collègues,
L'année 2005 s'en va pour de bon. L'année 2006 arrive pour durer 365 jours de contenu absolument secret pour nous autres mortels. En tous les cas, soyons optimistes et cultivons l'espoir qui permet de vivre. Puisse l'Éternel nous combler de sa grâce et nous donner la chance de vivre pleinement l'année 2006, de la traverser dans la santé et la paix et, pour certains, de se retrouver ici même l'année prochaine, pour célébrer à nouveau, la fraternité et la solidarité agissantes au service d'AQUADEV. Amen.

La rédaction d'AdNews





BREVES



Du 7 au 19 novembre derniers, Moustapha Guèye, Coordinateur Administratif Général d'AQUADEV West-Africa s'est rendu en mission à Kigali

(Rwanda). La mission s'est poursuivie à Bruxelles (Belgique) du 20 au 25.



Les 16 et 17 novembre derniers, la Plate-forme des ONG Européennes au Sénégal a organisé, au siège d'AQUADEV West Africa, deux journées de réflexion sur la microfinance.



Du 18 novembre au 12 décembre derniers, s'est effectuée une mission d'évaluation positive de Niger X par André Lachapelle en présence de Christophe Brismé à Zinder.



Le 22 novembre dernier, l'équipe d'ADFinance-Sénégal a organisé à l'hôtel Savana de Dakar une table ronde sur le thème : *Projet de Promotion et de Financement des Micro et Petites Entreprises*. Outre la présence d'invités de marque à l'instar de Madame Maïmouna Sourang Ndir, Ministre PME, Entrepreneuriat féminin et micro-finance, il y avait les Conseillers Techniques d'ADFinance, Alain Agnikpé, Coordinateur Régional Microfinance et Christophe Brismé, Responsable Projets AQUADEV-Bruxelles.



Les 28 et 29 novembre derniers, Mansa Oualy et Abdoulaye Diassé, respectivement Coordinateur National Microfinance et Conseiller Technique ADFinance-Sénégal ont

effectué une mission de prise de contact et d'explication de la nouvelle stratégie d'ADFinance aux mutuelles d'épargne et de crédit et aux partenaires à l'Agence Régionale de Développement (ARD) de Saint-Louis.

Le 30 novembre et le 1er décembre derniers, Khadidja Kane, responsable marketing, Amadou Sarr et Abdoulaye Diassé, conseillers techniques se sont rendus en mission à Richard Toll dans la région de Saint-louis pour une journée ADBanking organisée par l'équipe de Dahra dans le cadre de la mise en place d'un SIG auprès des mutuelles partenaires du projet PAPEL.



Le 1er décembre dernier, Moustapha Guèye s'est rendu en mission pour une réunion du PADV avec la BAD à Louga.



Du 07 au 21 décembre derniers, Moustapha Guèye s'est rendu en mission de suivi des Projets Niger X, Niger VI et ADFinance au Niger.



Du 10 au 15 décembre derniers, Hassane Diallo, Responsable Informatique, Mohamadou Diouf et Pape Ndiaye, Conseillers Techniques informatiques ont procédé à la migration des versions 1 et 2 du logiciel ADBanking pour le compte de l'UMECU. Tout s'est bien déroulé.



Du 12 au 16 décembre derniers, Amadou Sarr et Mansour Ndiaye, Conseillers Techniques ADFinance-Sénégal se sont rendus en mission de formation des mutuelles partenaires à Saint-Louis.

<http://www.aquadev.org>

AdNews: *Editeur responsable*: Moustapha GUEYE, Coordinateur Général AQUADEV West Africa, Tel : ++ 221 825 28 29 E-Mail: [aquadev-wa@sentoo.sn] ou [contact@aquadev.org]